

L'aveuglement du stalinisme, son inexprimable caractère réactionnaire, sa banqueroute historique se sont manifestés en Europe orientale plus vivement que partout ailleurs. Pour un misérable butin, pour quelques pauvres réparations — complètement dépourvues

de sens en ce qui concerne la solution des besoins économiques de l'U.R.S.S. — le Kremlin a érigé contre lui un mur de haine à travers l'Europe orientale et le monde. Pour conserver son contrôle militaire sur les Balkans en banqueroute, appauvris, misérables, le Kremlin a aidé les impérialistes anglo-améri-

cains à écraser la révolution et à soutenir le capitalisme décadent. Et maintenant, ayant accompli ce travail de boucher pour le compte de l'impérialisme, le Kremlin se trouve face à face avec le colosse de Wall Street, qui est déjà en train de mobiliser ses ressources mondiales pour écraser l'U.R.S.S.

La Russie stalinienne, état capitaliste

par John FREDERICKS et John HUDSON

Au début de la guerre, le S.W.P., en commun avec l'ensemble de l'Internationale, posa comme première tâche devant la classe ouvrière mondiale la défense de l'Union soviétique. Ce mot d'ordre politique reposait sur une analyse des formes politiques et économiques existant en Union soviétique que nous caractérisions comme « Etat ouvrier dégénéré ».

Avant même la défaite de l'Allemagne nazie, le S.W.P. prit officiellement la position selon laquelle l'importance de la défense de l'Union soviétique reculait « en fonction des victoires de l'armée rouge » et que la tâche principale des travailleurs devenait la défense de la révolution européenne. Cette position dura pendant environ un an, puis fut sommairement rejetée dans un discours que fit le camarade Cannon en novembre 1945, discours dans lequel le mot d'ordre de la défense de l'Union soviétique était restauré, et le monde était informé que la guerre n'était pas finie, mais qu'au contraire nous nous trouvions face à la perspective d'une guerre encore plus ample, produit de la conspiration du capitalisme mondial contre l'Union soviétique. Dans cette guerre, les travailleurs devaient à nouveau se rallier à la défense de l'Union soviétique, devaient à nouveau lutter contre les plans de guerre de la diplomatie anglo-américaine. Pendant ce temps, d'abord l'Allemagne, puis le Japon, capitulèrent, les troupes d'occupation des puissances victorieuses avaient pénétré dans les pays conquis (et aussi dans un certain nombre de nations « alliées ») et commençaient à mettre en place leurs divers régimes en vue d'administrer les affaires des « amis » comme des « ennemis ». Pour la grande majorité des observateurs, il semblait que la guerre entre l'impérialisme anglo-américain et l'axe était terminée. Néanmoins, notre presse continua à mener une violente campagne contre les fauteurs de guerre, non pas en vue de la menace d'une nouvelle guerre, mais en mettant l'accent sur le fait qu'il s'agissait de la même guerre, dans le cours d'un même développement. Nous parlions des travailleurs des pays occupés comme tolérant la présence de l'Armée Rouge « seulement dans la mesure où il s'agit d'une force armée fraternellement prolétarienne » aidant la réforme agraire et les nationalisations contre la réaction à la fois intérieure

et étrangère, sans gêner le développement d'un mouvement ouvrier libre de ses mouvements. Et cela jusqu'en juin dernier, alors qu'il était facile de faire le bilan de l'occupation par les forces armées soviétiques !

Lors de la Conférence internationale, on caractérisa l'Union soviétique comme un Etat ouvrier profondément dégénéré. Cela ne voulait clairement dire qu'une chose : quel que soit le sens qu'on puisse attribuer à l'adverbe « profondément », ce dernier n'en restait pas moins insuffisant pour changer l'affirmation fondamentale selon laquelle l'Etat et l'Economie soviétiques étaient supérieurs au capitalisme aux yeux de la classe ouvrière. L'obligation de défendre cet Etat et cette économie contre tout péril venant du capitalisme n'est pas changée d'un iota par cet adverbe. Si un péril existe effectivement, la défense se place logiquement au premier point de l'ordre du jour.

Laissant de côté pour l'instant toute critique qu'on peut faire à cette ligne politique, il est cependant nécessaire d'ajouter les derniers embellissements apportés à cette ligne pour démontrer que ces changements nous ont mis en tant que parti dans une situation intenable. La revue *Fourth International* défend maintenant le mot d'ordre du retrait des troupes d'occupation soviétiques ainsi que de celles des pays capitalistes. Ainsi nous nous trouvons dans une position où nous demandons le retrait des troupes d'un Etat ouvrier (quoique dégénéré) de pays qui sont encore capitalistes, et qui représentent une économie inférieure à celle d'un Etat ouvrier. Ainsi les troupes représentant des formes de propriété collective sont caractérisées comme contre-révolutionnaires dans des pays à économie basée sur la propriété privée ! Il serait nécessaire de s'étendre sur l'impossible contradiction impliquée par cette position.

En ajoutant le fait que le camarade Wright révèle maintenant dans le numéro d'octobre de *Fourth International* que la guerre est enfin finie (pourquoi, comment ou par quels moyens non expliqués ?), il devient évident que notre parti est obligé de réexaminer notre politique de ces derniers temps sur cette question qui est la plus importante de notre époque, et d'arriver à des conclusions qui soient conformes aux faits,

et non pas qui nous obligent à nous casser la tête à leur contact.

La nature de l'Etat soviétique

La dernière analyse approfondie de l'Union soviétique, position que la IV^e Internationale a maintenue comme sienne depuis, a été faite par Trotsky dans *L'U.R.S.S. en guerre*, écrit en 1939. Nous devons maintenant mettre à l'épreuve notre ligne de 1939 pour voir si elle a résisté à l'épreuve du temps. Nous devons déterminer si (a) la ligne de 1939 est toujours valable, (b) l'alternative telle qu'elle a été indiquée par Trotsky doit remplacer le diagnostic de 1939, ou (c) si de nouvelles conclusions doivent être tirées sur la base de faits imprévus.

Lorsque Trotsky a prévu l'éclatement possible de la guerre, il posa devant nous deux termes d'une alternative. Il exprima la première possibilité de la façon suivante :

« Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, une révolution prolétarienne, celle-ci mènera inévitablement au renversement de la bureaucratie en U.R.S.S. et à la renaissance de la démocratie soviétique à un niveau économique et culturel infiniment plus élevé qu'en 1918. » (*Défense du marxisme*.)

Il posait ainsi deux conditions liées entre elles, la révolution prolétarienne, découlant de la guerre, et la renaissance conséquente de l'Union soviétique. Personne ne déclarera que cela s'est produit. Cependant, Trotsky, argumentant sur la base d'une analogie avec les conditions issues de la première guerre mondiale, posait ce terme de l'alternative comme le résultat probable de la deuxième guerre mondiale.

Le fait que la révolution prolétarienne attendue avec confiance ne s'est pas produite et qu'en conséquence la renaissance de l'Union soviétique ne s'est pas matérialisée nous place devant l'obligation inévitable de réexaminer l'ensemble de la question.

Le second terme de l'alternative de Trotsky était :

« Si cependant il s'avérait que la guerre actuelle n'entraînait pas de révolution, mais un déclin du prolétariat, il resterait alors une autre possibilité : le pourrissement accentué du capitalisme des monopoles et sa fusion accen-